



Le 25 avril 2016

Le très honorable Justin Trudeau, C.P., député
Premier ministre du Canada
Bureau du Premier ministre
80, rue Wellington
Ottawa (Ontario) K1A 0A2
Adresse courriel : justin.trudeau@parl.gc.ca ; pm@pm.gc.ca

Objet : L'autorisation de vente d'armes à l'Arabie Saoudite

Cher Monsieur le Premier Ministre,

Nous, soussignés, désirons vous exprimer notre profonde préoccupation suite à l'émission de permis pour l'exportation de plusieurs milliards de dollars d'armement canadien vers l'Arabie Saoudite, en dépit d'une incompatibilité flagrante entre ce contrat et les garanties relatives aux droits humains contenues dans les mesures de contrôle de nos exportations.

Il est immoral et contraire à toute éthique de fournir une telle quantité d'armes meurtrières à un régime qui présente un dossier si terrible en matière de violation des droits humains. Cette opinion est soutenue par l'esprit et la lettre de la législation internationale et du régime de contrôle domestique des exportations. Le Gouvernement a eu toutes les occasions d'afficher cette position, mais il a choisi de ne pas le faire. Nous demandons donc au Gouvernement de résilier ces permis d'exportation de façon à garantir que cette vente ne se réalise pas tant et aussi longtemps que subsisteront des préoccupations légitimes en matière de droits humains.

L'efficacité du régime canadien de contrôle des exportations dépend de sa capacité à évaluer de façon objective et fiable les demandes de permis d'exportation. Nous estimons que l'intégrité de ce régime a été grandement compromise par la décision du Gouvernement d'aller de l'avant avec la plus importante vente d'armes de toute l'histoire du Canada, à l'un des pays ayant le pire dossier en matière de violation des droits humains.

Ce contrat de 15 G\$ avec l'Arabie Saoudite est précisément le type de marché que les contrôles d'exportation du Canada ont pour but d'empêcher. Le gouvernement du Canada se doit de faire respecter notre politique actuelle de contrôle et de réglementation des exportations, qui devrait interdire la vente d'armes à des gouvernements qui affichent un « persistant dossier de graves violations des droits de leurs citoyens » et qui sont « impliqués



dans ou menacés par des hostilités ». Ce processus se doit d'être transparent et doit primer sur toutes autres considérations économiques et stratégiques.

Le ministre des Affaires étrangères a déclaré que le Canada « n'a pas de preuve » que l'Arabie Saoudite ait utilisé des produits canadiens contre des civils. Cependant, pour mesurer la possibilité d'un abus, le contrôle des exportations du Canada ne requiert ni une « preuve » ni une « certitude », mais plutôt un « risque raisonnable ». Étant donné ce que l'on sait du dossier épouvantable — et qui va en s'aggravant — de l'Arabie Saoudite en matière de droits humains tant à l'intérieur du pays que chez son voisin le Yémen, nous estimons que ce risque est évident, et nous tenons à exprimer catégoriquement de profondes réserves concernant la solidité d'un système de contrôle des exportations qui, apparemment, en a jugé autrement.

Nous sommes conscients des possibles avantages économiques qu'un contrat de cette importance peut apporter et que les relations du Canada avec l'Arabie Saoudite comportent plusieurs volets reliés à des questions de commerce, de stratégie et de sécurité. Ces considérations ne devraient pas primer — ce n'est d'ailleurs pas leur but — lorsque la mise en application des règles de contrôle des exportations canadiennes indique la présence d'un « risque raisonnable » de poursuite des violations des obligations internationales du gouvernement saoudien en matière de droits de la personne. Reconnue coupable depuis longtemps de la violation systématique des droits de sa population civile, l'Arabie Saoudite est maintenant accusée, par un panel d'experts de l'ONU, de « crimes contre l'humanité » visant « systématiquement et très largement » des civils via la coalition qu'elle dirige chez son voisin le Yémen.

Nous vous enjoignons de vous poser sérieusement la question à savoir si en autorisant cette transaction nos contrôles d'exportation ont bien fait le travail pour lequel ils ont été créés. Nous croyons que non. Notre système de contrôle des exportations doit faire en sorte que les autorisations ne soient accordées que pour des utilisateurs qui respectent entièrement les garanties applicables, ce qui n'est définitivement pas le cas pour l'Arabie Saoudite.

L'autorisation de cette vente par votre gouvernement jette également un doute sur la volonté du Canada de se conformer à l'intention et aux obligations légales contenues dans le Traité sur le commerce des armes (TCA) auquel le Canada a promis d'adhérer prochainement. Ceci étant dit, nous espérons que cette ratification du TCA sera l'occasion d'améliorer les mécanismes légaux et politiques de contrôle des exportations canadiennes d'armement, et nous demeurons disposés à contribuer à tout effort afin d'y arriver. Cette amélioration devra se faire par une plus grande transparence des critères et des procédés

Peace. Justice. Survival.
Paix. Justice. Survie.



utilisés pour mesurer les conséquences, en matière de droits humains, de toute proposition de vente d'armes.

Nous avons la conviction, Monsieur le Premier Ministre, que cette décision d'aller de l'avant avec cette vente d'armes mine non seulement la confiance du public dans notre système de contrôle des exportations, mais également les valeurs fondamentales qui définissent la nation canadienne.

En tout respect et avec nos meilleurs vœux,

Roy Culpeper, Chair: Group of 78



Fergus Watt, Executive Director: World Federalist Movement Canada



Cesar Jaramillo, Executive Director: Project Ploughshares

Peace. Justice. Survival.
Paix. Justice. Survie.



Pierre Jasmin, Artists for Peace: Vice President



Peggy Mason, President: Rideau Institute



Béatrice Vaugrante, Directrice Générale: Amnistie internationale Canada francophone



Alex Neve, Secretary General: Amnesty International Canada English

Peace. Justice. Survival.
Paix. Justice. Survie.



Julia Sanchez, President-CEO: Canadian Council for International Co-operation (CCIC)



Monia Mazigh, National Coordinator: International Civil Liberties Monitoring Group



Thomas Woodley, President: Canadians for Justice and Peace in the Middle East



Metta Spencer, President: Science for Peace

Peace. Justice. Survival.
Paix. Justice. Survie.



The Group of 78
Le Groupe des 78

Professor John Packer, Director, Human Rights Research and Education Centre, University of Ottawa
Directeur, centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne, Université d'Ottawa

Ligue des **droits et libertés** 50
50 ans d'action (DL)

Nicole Filion, Coordinatrice: Ligue des droits et libertés

cc. The Hon. Stephane Dion
The Hon. Chrystia Freeland
The Hon. Harjit Sajjan
The Hon. Marie-Claude Bibeau